



Arrêt

**n° 235 418 du 21 avril 2020
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. BERTHE
Rue de Joie 56
4000 LIEGE**

contre:

**l'Etat belge, représenté par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé
publique, et de l'Asile et la Migration**

LA PRÉSIDENTE DE LA VII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 novembre 2019, au nom de leur enfant mineur, par X et X, qui déclarent être de nationalité somalienne, tendant à la suspension et l'annulation d'une décision de refus de visa, prise le 5 novembre 2019.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 10 février 2020 convoquant les parties à l'audience du 12 mars 2020.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, Présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me I. DETILLOUX *loco* Me E. BERTHE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me L. RAUX *loco* Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Ayant fui la Somalie, un des fils des requérants, alors âgé de seize ans, a introduit une demande de protection internationale, en qualité de mineur étranger non

accompagné, auprès des autorités belges, le 12 juillet 2016. Le 14 juin 2017, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides lui a reconnu la qualité de réfugié.

1.2. Le 4 janvier 2018, la première requérante a introduit une demande de visa de regroupement familial, auprès du poste diplomatique belge à Addis Abeba, en Ethiopie, afin de rejoindre son fils en Belgique. Le même jour, des demandes de visa humanitaire ont été introduites au nom des quatre autres enfants des requérants, également en vue de rejoindre leur frère.

1.3. Le 23 mai 2019, la partie défenderesse a rejeté ces demandes, décisions qui ont été notifiées, le 14 octobre 2019.

Le 29 octobre 2019, le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) a, dans un même arrêt, ordonné la suspension en extrême urgence de l'exécution de ces décisions, et enjoint à la partie défenderesse de prendre de nouvelles décisions, dans les cinq jours ouvrables, à compter de la notification de l'arrêt (arrêt n° 228 228).

1.4. Le 5 novembre 2019, la partie défenderesse a, à nouveau, rejeté les demandes visées au point 1.2., décisions qui ont été notifiées, le 6 novembre 2019.

La décision de refus de visa, prise à l'encontre de la fille mineure, au nom de laquelle agissent les requérants, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« Nouvelle décision suite à la suspension de l'exécution des décisions de refus de visa prises le 23/05/2019 par l'arrêt du CCE n° 228.228 du 29/10/2019

Les requérants ne peuvent se prévaloir des dispositions relatives à l'article 9 & 13 de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

En date du 04/01/2018, des demande de visa humanitaire ont été introduites par [les enfants des requérants, dont l'enfant au nom duquel ils agissent], de nationalité somalienne, en vue d'accompagner leur mère présumée, [la première requérante], de nationalité somalienne, laquelle rejoint en Belgique [son fils], réfugié reconnu d'origine somalienne.

Considérant que le but des demandes humanitaires des enfants était donc de partir avec leur mère afin de s'installer ensemble en Belgique.

Considérant que la demande de visa regroupement familial de la mère a fait l'objet d'un refus le 05/11/2019.

Considérant que dès lors la raison pour lesquelles les enfants ont introduit une demande humanitaire, à savoir pouvoir partir ensemble avec les parents et garder l'unité de la famille, n'est plus d'application.

Considérant que les enfants ne se trouvent pas seuls dans le pays de résidence étant donné la présence de leur mère.

Considérant que les requérants font valoir l'article 8 de la [Convention] Européenne des Droits de l'Homme stipulant que " toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance et qu'il ne peut y avoir d'ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit pour autant que cette ingérence soit prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui " ;

Considérant qu'il est à noter que cette disposition autorise les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités et des conditions à respecter ;

Que le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet ;

Que l'article 8 de la Convention ne s'oppose donc pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire ;

Que la réglementation applicable en la matière prévoit notamment que pour pouvoir bénéficier d'un droit de séjour, le regroupant et le regroupé doivent démontrer qu'ils satisfont aux conditions prévues à l'article 10 de la loi du 15/12/1980 sur les étrangers, quod non en l'espèce ;

Que la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a d'ailleurs rappelé à diverses occasions que la CEDH ne garantissait aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15/07/2003, Mokrani/France, §3 ; Cour EDH 26/03/1992, Beldjoudi/France, §74 ; Cour EDH 18/02/1991, Moustaquim/Belgique, §43) ;

Considérant de plus, que la demande de visa actuelle ne contient aucun autre élément permettant de penser que l'Article 8 prévaudrait à l'application de la législation belge sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. En l'espèce, il y a donc lieu de constater qu'une violation de l'art. 8 CEDH n'est pas plausible.

Vu ce qui précède, les demandes de visa sont rejetées ».

Les décisions de refus de visa, prises à l'encontre de la première requérante, et de ses autres enfants, font l'objet de recours, enrôlés sous les numéros 239 848, 240 190, 240 194 et 239 852.

1.5. Le 20 novembre 2019, le Conseil a rejeté la demande de suspension en extrême urgence de l'exécution des décisions, visées au point précédent (arrêt n° 229 022).

1.6. Le 17 mars 2020, le Conseil a rejeté les recours en annulation, introduits à l'encontre des décisions, visées au point 1.3. (arrêts n° 234 127, 234 128, 234 129, 234 130 et 234 131, prononcés le 17 mars 2020).

1.7. Le 21 avril 2020, le Conseil a annulé la décision de refus de visa, prise à l'encontre de la première requérante (arrêt n° 235 415).

2. Question préalable.

En l'espèce, il n'est pas contesté que l'enfant mineur, au nom duquel les requérants agissent en leur qualité de représentants légaux, n'a pas, compte tenu de son jeune âge, le discernement ni la capacité d'agir requis pour former seul un recours en annulation.

Toutefois, selon l'exposé des faits de la requête, le second requérant, à savoir, l'époux de la première requérante, et père de cet enfant, est porté disparu depuis 2015, ce que ne conteste pas la partie défenderesse.

Cette circonstance n'est pas de nature à empêcher la représentation valable de l'enfant concerné, par la seule première requérante, dans la mesure où la partie défenderesse ne conteste pas la disparition alléguée de l'époux de celle-ci.

3. Examen du recours.

3.1. Le 4 janvier 2018, la première requérante a introduit une demande de visa de regroupement familial, auprès du poste diplomatique belge à Addis Abeba, en Ethiopie,

afin de rejoindre son fils, reconnu réfugié en Belgique. Le même jour, des demandes de visa humanitaire ont été introduites au nom de ses quatre autres enfants, dont l'enfant mineur au nom duquel elle agit, également en vue de rejoindre leur frère. Le 5 novembre 2019, la partie défenderesse a rejeté ces demandes.

Le 28 avril 2020, le Conseil a annulé la décision de refus de visa, prise à l'encontre de la première requérante (point 1.7.).

Or, la motivation de l'acte attaqué montre qu'il a été principalement pris en raison du rejet de la demande de visa de regroupement familial, introduite par la première requérante. Les autres considérations de la motivation de l'acte attaqué, relatives à l'application, en l'espèce, de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), sont formulées en conséquence de ce rejet et des constats suivants : « *Considérant que dès lors la raison pour lesquelles les enfants ont introduit une demande humanitaire, à savoir pouvoir partir ensemble avec les parents et garder l'unité de la famille, n'est plus d'application. Considérant que les enfants ne se trouvent pas seuls dans le pays de résidence étant donné la présence de leur mère* ».

Etant donné l'annulation de la décision relative à la première requérante, le Conseil estime devoir annuler, en conséquence, la décision de refus de visa, prise à l'égard de son enfant, afin que la partie défenderesse réexamine la situation dans son ensemble.

Il en est d'autant plus ainsi que la demande de visa humanitaire de l'enfant mineur de la première requérante est clairement l'accessoire de la demande de visa de regroupement familial de celle-ci. Un courrier électronique, figurant au dossier administratif, adressé en temps utile, à la partie défenderesse, le 7 août 2017, par une assistante sociale travaillant dans une association d'aide aux personnes déplacées, mentionnait ainsi ce qui suit : « Cette semaine, les membres de famille [du fils de la requérante, reconnu réfugié], vont déposer auprès de vos services, leurs demandes de visas afin de rejoindre leur fils et frère en Belgique. Ce jeune garçon a été reconnu réfugié en Belgique le 14/06/2017. [...] Ses membres de famille sont : - sa maman : [la première requérante] (demande de visa "regroupement familial) - ses frères et sœur mineurs d'âge : [X.X.] (visa humanitaire) [Y.Y.] (visa humanitaire) [l'enfant mineur au nom duquel agit la première requérante] (visa humanitaire) - son frère majeur : [Z.Z.] (visa humanitaire). Pouvez-vous enregistrer ces demandes de visa et les transmettre en l'état à l'Office des Etrangers. [...] ». De plus, dans un courrier, daté du 30 octobre 2019, adressé en temps utile à la partie défenderesse, et figurant également au dossier administratif, le conseil des parties requérantes, sollicitait « de bien vouloir octroyer, d'ici ce 3 novembre 2019, le visa à [la première requérante] et à ses quatre enfants, qui ont toujours vécu avec elle, qui en sont dépendants et dont les liens personnels étroits établissent leur vie familiale, et ce, dans le respect des articles 3 et 8 de la [CEDH], des articles 7 et 24 de la Charte des droits fondamentaux et de la Directive 2003/86 ».

3.2. Il n'y a pas lieu d'examiner les développements exposés dans le moyen unique, qui à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.3. L'argumentation développée dans la note d'observations de la partie défenderesse n'est pas de nature à énerver ce raisonnement, dans la mesure où sont uniquement en cause, en l'espèce, les effets s'attachant à l'arrêt annulant la décision de refus de visa, prise à l'encontre de la première requérante, et visé au point 1.7.

4. Débats succincts.

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil.

4.2. L'acte attaqué étant annulé par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La décision de refus de visa, prise le 5 novembre 2019, est annulée.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-et-un avril deux mille vingt, par :

Mme N. RINIERS, Présidente de chambre,

Mme N. SENGGERA, Greffière assumée.

La Greffière,

La Présidente,

N. SENGGERA

N. RINIERS